



GRANDLYON  
communauté urbaine

## EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE URBAINE DE LYON

### ARRETE N° 2006-10-17-R-0337

commune(s) :

objet : **Création d'une deuxième régie d'avances auprès de la direction générale pour les journées communautaires 2006 à Lyon - Nomination d'un régisseur**

service : Délégation générale aux ressources - Direction des finances - Service réalisation comptable

n° provisoire 12058

*Le président du conseil de la communauté urbaine de Lyon,*

Vu la délibération du conseil de Communauté n° 2006-32-89 du 27 mars 2006 autorisant monsieur le président à créer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services ;

Vu l'arrêté communautaire n° 2006-10-17-R-0336 du 17 octobre 2006 instituant une régie d'avances temporaire auprès de la direction générale pour le fonctionnement des journées communautaires qui se dérouleront à Lyon ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;

Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux ;

Vu l'avis conforme de monsieur le comptable du Trésor auprès de la communauté urbaine de Lyon en date du 16 octobre 2006 ;

### **arrête**

**Article 1er** - Monsieur Emmanuel Arlot, domicilié au cabinet du président, 20, rue du Lac à Lyon 3°, est nommé régisseur de la régie d'avances temporaire auprès de la direction générale, avec pour mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans l'acte de création de celle-ci.

**Article 2** - Sans objet.

**Article 3** - Monsieur Emmanuel Arlot n'est pas astreint à constituer un cautionnement.

**Article 4** - Monsieur Emmanuel Arlot ne percevra pas d'indemnité de responsabilité.

**Article 5** - Sans objet.

**Article 6** - Le régisseur est, conformément à la réglementation en vigueur, personnellement et pécuniairement responsable de la conservation des fonds, des valeurs et des pièces comptables qu'il a reçus ainsi que de l'exactitude des décomptes de liquidation qu'il a effectués.

**Article 7** - Sans objet.

**Article 8** - Le régisseur ne doit pas payer de dépenses relatives à des charges autres que celles énumérées dans l'acte constitutif de la régie, sous peine de se constituer comptable de fait et de s'exposer aux poursuites disciplinaires et aux poursuites pénales prévues par l'article 432-10 du nouveau code pénal.

**Article 9** - Sans objet.

**Article 10** - Le régisseur est tenu de présenter son registre comptable, ses fonds et sa formule de valeurs inactives aux agents de contrôle qualifiés.

**Article 11** - Le régisseur titulaire est tenu d'appliquer les dispositions de l'instruction interministérielle codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux règles d'organisation, de fonctionnement et de contrôle des régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités locales et établissements publics locaux.

**Article 12** - Monsieur le directeur général et monsieur le comptable du Trésor auprès de la communauté urbaine de Lyon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté transmis au représentant de l'Etat et dont l'ampliation sera remise au régisseur pour lui valoir titre de nomination.

Lyon, le 17 octobre 2006

Le président,

Gérard Collomb.